

Le plus important sujet mentionné dans le discours du trône est sans contredit la situation économique. A l'heure actuelle, en particulier, le pays fait face à une situation grave relativement au chômage. Le discours du trône ne traduit pas suffisamment la gravité de cet état de choses qui s'est produit,—comme nous l'avions prédit le printemps dernier,—et qui continue d'empirer. A cet égard, le discours du trône témoigne d'un contentement de soi injustifiable en face des problèmes et des dangers de l'heure, ainsi que des efforts et des sacrifices qui devront s'imposer tous les Canadiens pour résoudre ces problèmes et supprimer ces dangers.

Par exemple, le discours persiste à parler d'expansion économique avec une sorte de suffisance. Il parle du maintien de l'essor économique alors que, de fait, l'essor a cessé au Canada à l'heure actuelle dans deux domaines si importants pour notre expansion: le revenu national et l'emploi industriel. La statistique le démontre indiscutablement. Même le ministre des Finances reconnaît maintenant, quelques mois après sa déclaration optimiste du printemps dernier, que nous avons au Canada ce qu'on appelle un rajustement progressif, c'est-à-dire une récession.

On ne fait aucune mention dans ce discours de la gravité du chômage, on ne laisse sentir d'aucune façon qu'il y a urgence. A cet égard, le discours fait preuve d'une inconscience révoltante. Le mot «chômage»,—le mot même,—n'y est même pas mentionné, bien que ce discours renferme beaucoup de mots. Ce n'est peut-être pas tout à fait juste. Il est mentionné une fois dans le titre d'une loi, la loi sur l'assurance-chômage, sauf erreur. C'est le seul endroit où le mot même est utilisé. L'an dernier, en janvier, on le mentionnait pourtant, une fois, à côté du mot «saisonnier». Pourtant, personne ne saurait nier ou faire mine d'oublier qu'en octobre de cette année, nous avons 117,000 chômeurs de plus qu'à la même époque l'an dernier, c'est-à-dire 42 p. 100 de plus; que le nombre de chômeurs pour le mois d'octobre, soit 368,000, est plus élevé qu'en octobre de n'importe quelle année depuis l'avant-guerre, selon une base de calcul que nous sommes unanimes, je pense, à accepter. Nous n'avons plus à discuter la base des chiffres: c'est un progrès!

Personne ne saurait nier que 5.7 p. 100 de l'effectif ouvrier chôme par comparaison avec 4 p. 100 l'an dernier contre 5.3 p. 100 en octobre 1958, alors que nous traversions une crise de chômage, et avec 3.4 p. 100 en octobre 1957. Voilà la situation dont le gouvernement a hérité: 3.4 p. 100. De plus, la proportion augmente à un tel rythme, que à moins que le mouvement ne soit enrayé,—et il ne le sera pas par

[L'hon. M. Pearson.]

les moyens envisagés dans le discours du trône,—nous allons dépasser le chiffre de 10 p. 100 atteint l'hiver dernier. C'est dire que les perspectives sont assez sombres pour les prochains mois. Pourtant, le discours du trône parle non pas de chômage, mais d'une expansion continue.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Pearson: On applaudit à la mention d'une expansion continue, et je ne demanderais pas mieux que d'en voir des signes. Mais voyons les faits sur lesquels ma déclaration s'appuie. Le volume de notre produit national par tête d'habitant est maintenant inférieur à ce qu'il était en 1956. Il y a bien d'autres indices que notre expansion manque de vigueur, ce qui se traduit par du marasme. Durant le deuxième trimestre de 1960, le produit national brut, qui est un indice important, a effectivement baissé de 1.5 p. 100...

L'hon. M. Fleming: Par rapport à quoi?

L'hon. M. Pearson: Il a baissé de 1.5 p. 100 par rapport à l'année précédente. C'est le premier fléchissement qui se produit depuis le dernier trimestre de 1957 en même temps que le plus prononcé depuis que les renseignements trimestriels sont publiés. D'autres indices nous révèlent également que nous traversons ce que le ministre des Finances reconnaît maintenant comme une période de régression ou de «rajustement progressif». En fait, d'après les spécialistes que j'ai consultés,—et l'honorable représentant les connaît aussi bien que moi,—la situation actuelle a commencé à se dessiner en mars 1960.

Ce qu'il y a de malheureux,—et c'est malheureux en effet,—c'est qu'au moment où nous avons prédit ici à la Chambre, durant la dernière session, qu'une telle situation surviendrait, on nous a traités de prophètes de malheur. Or les prédictions que nous avons alors faites à la Chambre—et le ministre peut les vérifier,—étaient en deçà de la vérité, trop modérées.

Une voix: Vous êtes donc content.

L'hon. M. Pearson: J'ai entendu cette sottise raillerie: «Vous êtes content.» Voilà qui indique le sérieux avec lequel le député aborde ce problème. Il y aura de nombreuses interruptions de ce genre au cours du présent débat. Chaque fois que nous citerons des faits pour confirmer la gravité de la situation et la faire connaître au gouvernement pour que celui-ci prenne les mesures qui s'imposent, des railleurs nous diront que nous en éprouvons de la satisfaction et que nous nous en réjouissons méchamment. Une interruption de ce genre n'est digne d'aucun député. Elle serait peut-être justifiée si nous avions fait une prédiction au cours de la dernière session